

Québec, le 13 août 2018

**Objet : Demande d'accès aux documents administratifs**  
**Notre dossier : 16310/18-89**

Monsieur,

La présente a pour objet de faire le suivi de votre demande d'accès visant à obtenir les documents suivants, et ce, en suivi à la demande d'accès à l'information numéro 16310/17-133 :

- le nombre de classes de la maternelle 4 ans qui ont été réellement ouvertes et en opération durant l'année 2017-2018 ainsi que la répartition des classes selon les écoles et les commissions scolaires;
- le nombre de classes de la maternelle 4 ans que l'on prévoit ouvrir durant l'année 2018-2019 ainsi que la répartition prévue des classes selon les écoles et les commissions scolaires.

En ce qui concerne la répartition des classes de la maternelle 4 ans pour l'année 2017-2018, nous vous invitons à consulter la réponse pour la demande 17-133 diffusée le 5 octobre 2017 à l'adresse suivante :

<http://www.education.gouv.qc.ca/references/publications/resultats-de-la-recherche/detail/article/reponses-aux-demandes-dacces-a-linformation-octobre-a-decembre-2017/>

En ce qui a trait au nombre de classes de la maternelle 4 ans prévu pour l'année 2018-2019, le financement de 111 classes supplémentaires a été annoncé en juin dernier. Cependant, le déploiement réel de ces nouvelles classes ne sera confirmé qu'après la rentrée scolaire. Conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après « la Loi »), ce document sera rendu public dans une période n'excédant pas six mois. Vous pourrez alors le consulter à l'adresse suivante :

<http://www.education.gouv.qc.ca/dossiers-thematiques/maternelle-4-ans/>

.. 2

Conformément à l'article 51 de la Loi, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable substitut de l'accès aux documents,

originale signée

Stéphanie Vachon

IB/JC/mc

p. j. 1

## Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (la Loi).

### Révision par la Commission d'accès à l'information

#### a) *Pouvoir :*

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec	525, boul René-Lévesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 528-7741	Télec. : 514 844-6170

#### b) *Motifs :*

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) *Délais :*

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).